

Londres évite de parler d'invasion

Partage international n° [188](#) - Avril 2004

En février 2004, sur les conseils de Lord Goldsmith, procureur général britannique, le Service juridique de la Couronne a abandonné les charges contre Katherine Gun, traductrice au Service des communications du gouvernement qui, en juin 2003, avait divulgué un email secret émanant d'espions américains exigeant que leurs homologues britanniques mettent sur écoutes téléphoniques les pays devant voter aux Nations unies au sujet de la guerre contre l'Irak.

L'échec du procès, pour insuffisance de preuves, et l'insistance du Service juridique de la Couronne déclarant « *qu'il ne serait pas approprié d'entrer dans les détails de cette décision* », ont renforcé l'opinion que l'affaire avait été abandonnée afin d'éviter des révélations embarrassantes pour le gouvernement. Les avocats de K. Gun devaient produire des documents relatifs à l'opinion communiquée au Cabinet par le procureur général sur la légalité de l'invasion de l'Irak, et révélant les activités illégales de surveillance menées par des agents de renseignements britannique à l'Onu.

K. Gun a déclaré à l'époque, lors d'une conférence de presse, qu'elle avait agi en toute conscience parce qu'elle estimait que le public avait le droit de savoir ce qui se passait : « *Je pensais que ce qui était demandé aux services de renseignements britanniques était susceptible d'affaiblir tout le processus démocratique des Nations unies. Toutes les révélations étaient justifiées car elles dévoilaient de graves illégalités et manquements commis par le gouvernement américain qui s'efforçait de corrompre*

nos propres services de sécurité. Il s'agissait de prévenir un massacre à grande échelle et des pertes parmi la population irakienne et les forces britanniques lors d'une guerre illégale. »

Cinq membres du Congrès américain ont écrit à Tony Blair pour soutenir l'action de K. Gun. La lettre de Dennis Kucinich, membre du Congrès, et des représentants John Conyers, Lynn Woolsey Jan Schakowsky et Raul Grijalva, affirmaient entre autres : « *Mlle Gun a tiré le signal d'alarme. Fidèle à ses principes, elle a divulgué des malversations et abus de pouvoir méritant l'attention du public. C'était son devoir moral de révéler les détails entourant les subterfuges du gouvernement cherchant le soutien de la population pour la guerre. Les Britanniques et les Américaines méritaient de connaître tous les éléments intervenus dans la préparation de la guerre. Etant donné que des milliers de soldats britanniques et américains seraient amenés à faire cette guerre, Mlle Gun a servi le peuple en l'informant de ce que les gouvernements concoctaient.* »

« *Nous estimons que Mlle Gun a rendu un grand service en divulguant le mémo, et nous espérons qu'elle bénéficiera de toutes les protections que la démocratie britannique accorde à ceux qui tirent la sonnette d'alarme.* »

Royaume Uni

Sources : BBC ; The Guardian, G.-B.

Thématiques : [politique](#)

Rubrique : [Regard sur le monde](#) (Dans cette rubrique, Partage international met en lumière certains problèmes urgents qui nécessitent une nouvelle approche et des solutions durables.)